

Tendances conjoncturelles

2^{ème} trimestre 2011

La synthèse du Bulletin trimestriel de conjoncture économique de l'IEDOM est remplacée par cette Note expresse *Tendances conjoncturelles*. Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET RÉGIONALE

Ralentissement de la croissance des économies avancées

La reprise de l'économie mondiale ralentit dans les économies avancées au deuxième trimestre 2011 sous l'effet de plusieurs facteurs : le séisme au Japon, qui a suscité des tensions sur la chaîne d'approvisionnement mondiale, la poursuite de la forte hausse des cours des matières premières et la mise en œuvre de politiques de redressement budgétaire. On observe toujours, en revanche, une forte croissance dans la plupart des économies émergentes, mais celle-ci est associée à une accélération de la hausse des prix.

Aux États-Unis, l'activité progresse toujours à un rythme ralenti (0,2 %, soit 1 % en rythme annualisé).

En Europe, la croissance économique marque le pas par rapport au trimestre précédent : le PIB de la zone euro n'augmente que de 0,2 % par rapport au trimestre précédent (contre 0,8 % au premier trimestre), tout comme celui de l'UE27. Le taux d'inflation annuel de la zone euro ressort à 2,7 % fin juin 2011 et celui de l'UE27 à 3,1 %, contre respectivement 1,5 % et 1,9 % un an auparavant. Après un premier relèvement en avril, les taux directeurs de la BCE ont été relevés de 25 points de base le 7 juillet, compte tenu des incertitudes et des risques pesant sur la stabilité des prix.

En France, le PIB est stable, après la forte croissance du premier trimestre. Les stocks, qui avaient fortement contribué à ce bon résultat, sont restés inchangés. La hausse du solde commercial liée à la stabilité des exportations et à la baisse des importations n'a pas compensé le repli de la consommation des ménages ainsi que la décélération des dépenses d'investissement.

Des économies régionales en hausse

L'activité économique de Madagascar semble s'améliorer au deuxième trimestre 2011. Le nombre de touristes et les exportations de biens poursuivent leur progression (respectivement + 18,7 % et + 11,9 % par rapport au deuxième trimestre 2010). De même, l'encours de crédit augmente de 6,2 % sur un an, tandis que la création d'entreprises formelles a doublé sur la même période.

Aux Seychelles, l'activité touristique est bien orientée avec une augmentation de 16,4 % sur un an du nombre de touristes au deuxième trimestre. Les exportations de produits de la pêche poursuivent leur expansion : + 38,0 % en glissement annuel après + 24,0 % au premier trimestre.

L'économie sud africaine marque le pas au deuxième trimestre 2011. Le taux de croissance annualisé du PIB reste positif (+ 1,3 % en données CVS par rapport au premier trimestre 2011), mais en deçà des niveaux observés au cours des deux derniers trimestres (+ 4,5 % pour chacun). L'activité des services, notamment des administrations, contribue à la progression d'ensemble tandis que les secteurs de l'agriculture, de l'industrie minière et de l'industrie manufacturière enregistrent une baisse d'activité.

A l'île Maurice, le PIB s'est accru de 3,8 % au premier trimestre 2011 par rapport au premier trimestre 2010, un rythme toutefois moins soutenu qu'au trimestre précédent (+ 5,1 % en glissement annuel), en raison d'un ralentissement de la consommation finale et d'une baisse de 4,7 % de l'investissement qui s'explique par une nette contraction des investissements immobiliers (- 10,6 %).

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE A MAYOTTE

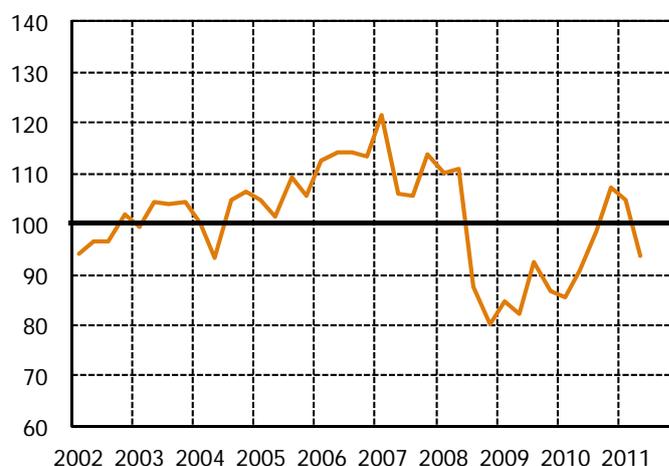
Le climat des affaires se dégrade

L'amélioration de la conjoncture ressentie au premier trimestre ne s'est pas poursuivie sur la période. L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est sensiblement dégradé sur le trimestre (-11 points) et passe à nouveau sous sa moyenne de long terme. Il reste toutefois supérieur aux niveaux observés sur la période fin 2008-mi 2010.

Le climat social demeure tendu à Mayotte. Les revendications salariales sont fréquentes. Par ailleurs, les entrepreneurs doivent faire face aux contraintes associées aux mises aux normes que l'alignement sur le droit commun impose. L'activité semble se maintenir en dépit des difficultés de trésorerie -liées à des retards de paiement généralisés- conduisant les chefs d'entreprise à faire des arbitrages sur les effectifs. Les perspectives d'investissement sont en baisse et la consommation des ménages se tasse.

Dans un contexte marqué par de lourdes difficultés financières des collectivités locales, les grands chantiers sont suspendus. La commande publique étant l'un des moteurs principaux de l'activité économique mahoraise, le secteur privé, souvent tributaire des collectivités, ne peut prendre à lui seul le relais de la croissance. Les difficultés observées au cours des précédents trimestres dans le secteur du BTP se manifestent désormais dans les secteurs du commerce et des services, jusqu'alors préservés. La perspective d'une véritable reprise à court terme est peu probable.

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = moyenne de longue période)



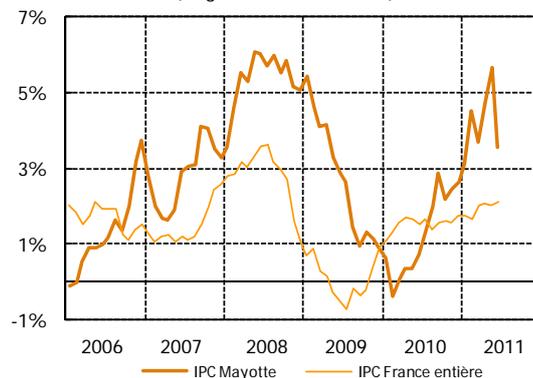
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Poursuite de la hausse des prix

L'indice des prix à la consommation progresse à nouveau (+1,0 % sur le trimestre). Cette évolution est induite par la hausse des prix de l'énergie (+3,3 %) couplée au renchérissement des services aux ménages (+1,5 %), sous l'effet de la hausse saisonnière des tarifs aériens notamment, et des tarifs des produits alimentaires (+1,2 %). Seuls les prix des produits manufacturés se replient.

En glissement annuel, les prix augmentent de 3,2 % au 30 juin 2011. Le recul des prix des produits manufacturés (-0,9 %) n'a pas compensé les fortes hausses dans les autres secteurs (+7 % en un an pour les produits alimentaires, +5,5 % pour l'énergie et +3,5 % pour les services).

Inflation
(en glissement annuel, %)

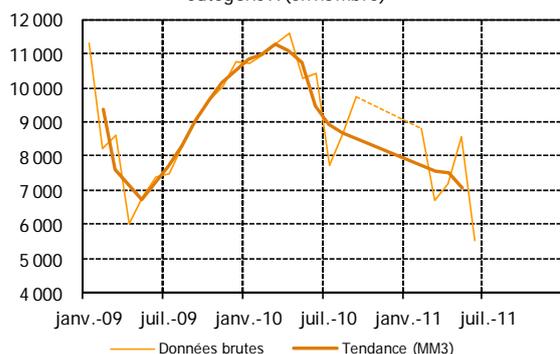


Source : INSEE

Un marché de l'emploi peu dynamique

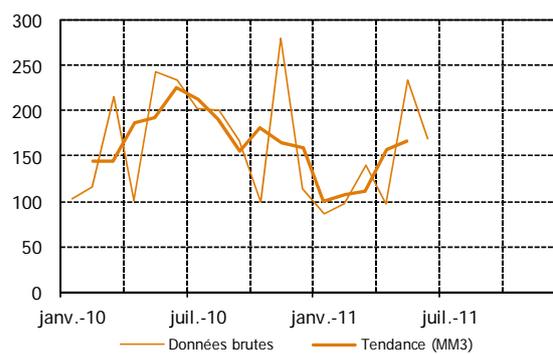
La baisse du nombre de demandeurs d'emploi (-17,9 % de DEFM A sur le trimestre et -46,9 % sur un an au 30 juin 2011) résulte en grande partie des radiations d'office pour défaut d'actualisation des dossiers. Les offres d'emploi enregistrées s'orientent à la hausse (+54,3 % entre le premier et le deuxième trimestre), mais elles concernent majoritairement des emplois d'une durée inférieure à six mois.

Demandeurs d'emplois en fin de mois
Catégorie A (en nombre)



Source : Pôle Emploi

Offres d'emplois
(en nombre)



Source : Pôle Emploi

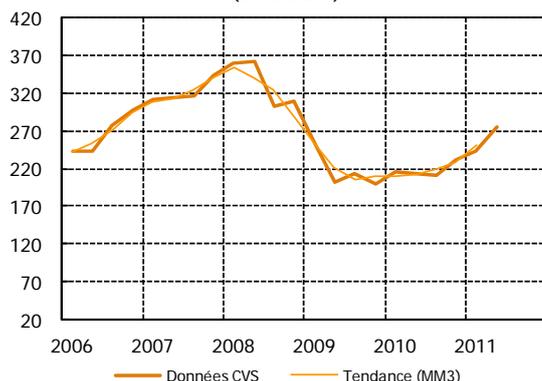
* Les données entre oct.2010 et janv.2011 ne sont pas disponibles. Les points sont reliés par une courbe en pointillés.

La consommation des ménages se tasse

Comme l'indique la dégradation de l'activité constatée par les professionnels du commerce, la consommation des ménages, l'un des principaux leviers de la croissance, montre des signes d'essoufflement.

Les principales importations de produits et de biens à destination des ménages se contractent sur le trimestre (données CVS) : -4,4 % pour les produits alimentaires et -5,0 % pour les biens d'équipements ménagers. Les importations d'articles d'habillement, quant à elles, ralentissent sensiblement : +1,0 % sur le trimestre contre +41,1 % au précédent trimestre.

Ventes de véhicules de tourisme neufs
(en nombre)



Source: Soréfi, désaisonnalisées par l'IEDOM

Report des investissements

L'orientation favorable de l'activité des entreprises au premier trimestre ne s'est pas consolidée. L'ensemble des indicateurs d'investissement des entreprises se dégrade sur le trimestre : les importations de biens d'équipement professionnel sont en recul (-3,1 % cvs) et les ventes de véhicules utilitaires sont en net repli (-34,4 % cvs).

La situation financière des entreprises est fragile. Les incidents de paiement sur effets progressent de 5,4 % sur le trimestre. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est également en croissance (+8,7 % sur 3 mois comme sur l'année). Enfin, les prévisions d'investissement issues de l'enquête de conjoncture sont pessimistes.

En revanche, l'encours des crédits bancaires aux entreprises enregistre une troisième hausse consécutive (+0,8 % par rapport au premier trimestre ; +4,6 % sur un an). Ces crédits s'élèvent à 275 millions d'euros (contre 273 millions au premier trimestre 2011).

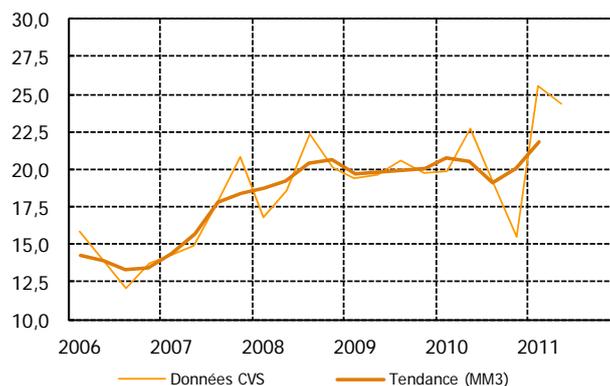
L'investissement des ménages reste porteur : l'encours des crédits à l'habitat progresse de 0,8 % sur le trimestre (+8,2 % sur l'année).

Hausse modérée des échanges extérieurs

Après une progression de 26,4 % au premier trimestre, les importations continuent d'augmenter mais à un rythme moins soutenu (+7,8 % cvs sur le deuxième trimestre), en lien avec le ralentissement de la consommation.

Bien qu'en hausse, les exportations (+27,6 % cvs sur le trimestre) restent toutefois peu significatives au regard du volume total des échanges.

Importations de produits alimentaires
(en millions d'€)



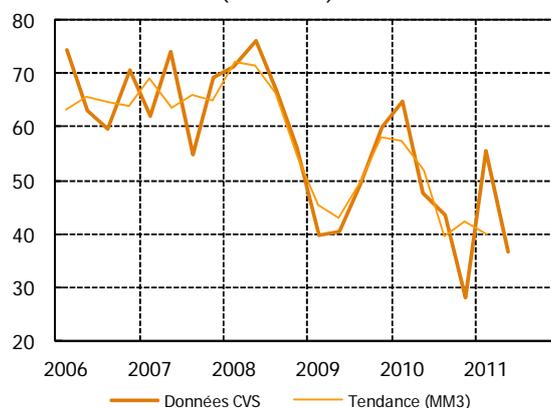
Source: Direction Régionale des Douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

En revanche, le marché de l'automobile se maintient. Les ventes de véhicules s'améliorent de 12,4 % entre le premier et le deuxième trimestre et de 21 % sur un an.

Après une légère baisse au premier trimestre, les encours des crédits à la consommation se redressent. Ils affichent une hausse de 3,8 % sur le trimestre et sur l'année.

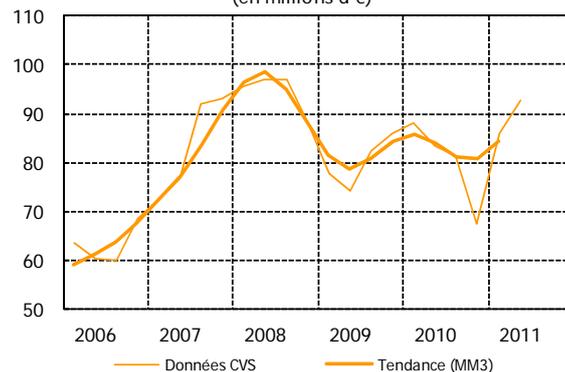
La situation financière des ménages semble s'assainir. Les retraits de cartes bancaires sont moins nombreux au deuxième trimestre (-7,3 %). Par ailleurs, bien qu'en hausse par rapport au précédent trimestre (+2,6 %), le nombre de personnes en interdiction bancaire est en retrait par rapport à juin 2010 (-1,3 %).

Ventes de véhicules utilitaires neufs
(en nombre)



Source: Soréfi, désaisonnalisées par l'IEDOM

Importations
(en millions d'€)



Source: Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

UNE ACTIVITE QUI S'ESSOUFLE DANS LA MAJORITE DES SECTEURS

Le **secteur agricole** perd de son dynamisme. Les importations d'espèces avicoles, qui avaient sensiblement augmenté au précédent trimestre, régressent de 65,4 %. Les exportations de poissons d'élevage sont en recul de 8,8 % sur le trimestre. L'exportation d'essence d'ylang ylang est également en retrait (-25,6 %).

Après une performance exceptionnelle au précédent trimestre, les exportations de **produits agro-alimentaires** sont en net repli (-79,0 %). L'activité devrait stagner au prochain trimestre.

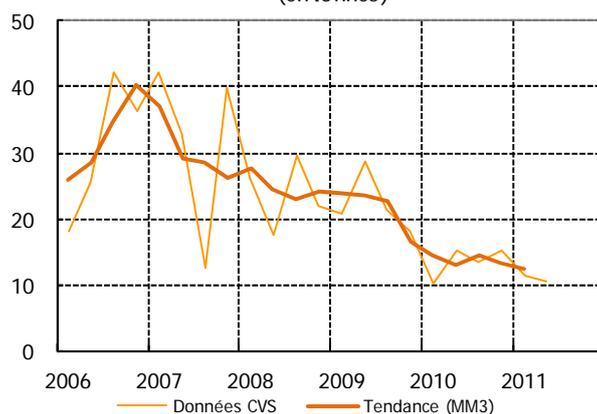
L'activité du secteur **industriel** reste favorablement orientée. Un dispositif d'aide au fret, désormais opérationnel, devrait stimuler le secteur. Destinée aux entreprises exerçant une activité de production, cette aide vise à compenser le handicap de l'isolement géographique du territoire en couvrant une partie des frais d'acheminement vers/depuis Mayotte des matières premières, des produits semi-finis et de ceux issus de la production locale.

La situation est toujours préoccupante dans le secteur du **BTP**. Outre l'absence de marchés privés et publics, qui gèle l'activité des petites et moyennes entreprises, les lourds retards de paiement (jusqu'à deux ans) grèvent les trésoreries, conduisant parfois au dépôt de bilan. De nombreux emplois sont menacés. Les importations de ciment reflètent cette tendance : elles sont en diminution de 22,7 % par rapport au trimestre précédent. Les prochains grands chantiers ne sont pas prévus avant le deuxième semestre 2012 et pourraient être retardés du fait de la situation financière des collectivités locales.

L'activité du secteur du **commerce**, qui s'était redressée en début d'année, se dégrade avec pour conséquence une baisse des investissements et des effectifs.

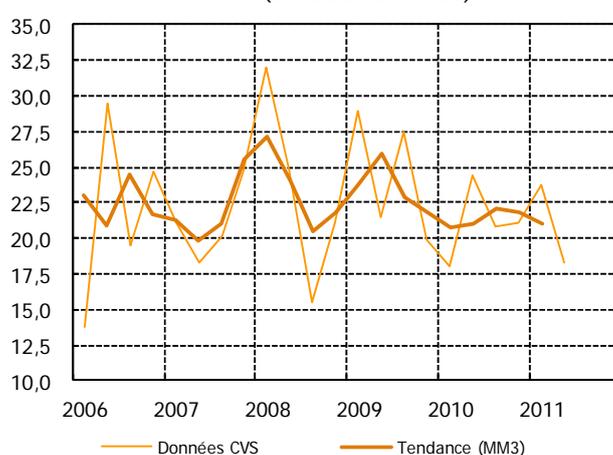
Les anticipations pessimistes des entrepreneurs des **services marchands** se sont réalisées et l'activité s'est encore dégradée au deuxième trimestre. Les tensions sur les trésoreries sont toujours vives et se traduisent par une réduction continue des effectifs.

Exportations de poissons d'élevage
(en tonnes)



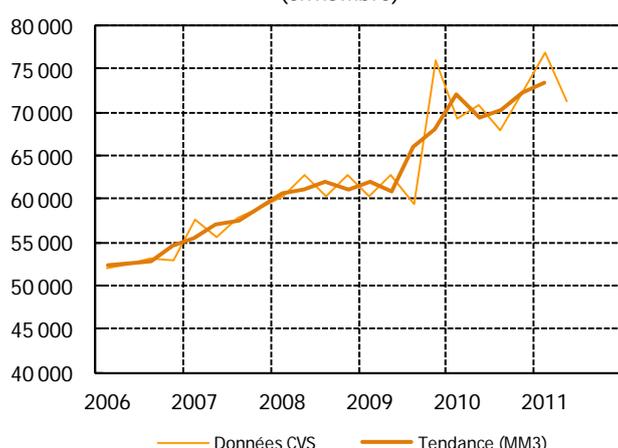
Source: Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Importations de ciment
(en milliers de tonnes)



Source: Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Trafic passager à l'aéroport de Dzaoudzi
(en nombre)



Source: Direction de l'Aviation Civile, désaisonnalisé par l'IEDOM

Le nombre de passagers (hors transit) enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi s'est contracté de 7,3 % sur le trimestre. Le développement du secteur du **tourisme** n'est cependant pas remis en cause. La mise en service de la liaison aller-retour sans escale entre Mayotte et la métropole d'ici la fin de l'année devrait insuffler un élan nouveau. Par ailleurs, la création d'un pass « Iles vanille » est à l'étude entre différentes compagnies aériennes, proposant de combiner, à moindre frais, deux ou trois destinations au sein de l'Océan indien (Seychelles, Réunion, Madagascar Maurice, Mayotte et les Comores) lors d'un même voyage. Enfin, une aide à la rénovation des hôtels de tourisme situés dans les départements d'outre-mer vient d'être adoptée ; elle devrait permettre de rafraîchir le parc hôtelier de l'île et d'encourager le tourisme local.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 15 septembre 2011 – Dépôt légal : septembre 2011 – ISSN 1952-9619